



Bron, le lundi 5 octobre 2026

Les organisations syndicales SNES-FSU, CGT, Sud Education, CNT ainsi que de nombreux personnels mobilisés du lycée Jean-Paul Sartre de Bron tiennent à apporter leur soutien aux élèves dans leurs revendications.

Cette semaine a été marquée par des appels au blocage et des manifestations lancés par les organisations syndicales lycéennes.

Les revendications exprimées par nos lycéens et lycéennes sont légitimes :

- A l'échelle locale, sont dénoncés entre autres : le bâti vétuste et inadapté aux enjeux climatiques, la restauration scolaire sous-dimensionnée, les emplois du temps trop contraints, le manque de personnels médico-sociaux et d'accompagnement tout au long de la semaine, le manque de lieux de vie et de démocratie lycéenne...
- Dans l'Education nationale, sont dénoncés entre autres : la sélection de Parcoursup, le manque de professeurs et de personnels d'accompagnement des élèves en situation de handicap, les classes surchargées, la rupture d'égalité entre privé et public, entre centre-ville et banlieue...
- A l'échelle globale, les préoccupations évoquées sont la santé mentale des jeunes, la montée de l'extrême-droite, le réchauffement climatique...

Ces revendications sont anciennes et sont également portées par les adultes depuis des décennies, sans résultat manifeste.

Nous dénonçons en outre la manière très préoccupante dont le mouvement lycéen est réprimé partout en France et au lycée Jean-Paul Sartre. Certains membres du personnel ont été témoins d'un usage disproportionné de la force.

Nous remercions les lycéens et lycéennes d'avoir remis ces questions au cœur de l'actualité, et nous regrettons qu'elles passent au second plan par le traitement médiatique, focalisé trop souvent sur les quelques débordements des manifestants. Ces débordements sont avant tout le symptôme et la preuve d'un système éducatif et social malade.

Nous, **les organisations syndicales SNES-FSU, CGT, Sud Education, CNT ainsi que de nombreux personnels mobilisés du lycée Jean-Paul Sartre de Bron**, interpellons le gouvernement, le ministère de l'Education nationale et la Région afin qu'ils entendent et accèdent aux demandes formulées par notre jeunesse et renoncent au recours systématique à la force.